

RENOVATION DE L'AMPHITHEATRE DE L'ENSA VERSAILLES

5, avenue de Sceaux – 78000 VERSAILLES

MAITRISE D'OUVRAGE

Ecole Nationale Supérieure d'Architecture

5, avenue de Sceaux
BP 20674
78006 VERSAILLES Cedex

ARCHITECTE MANDATAIRE

A-ROH ARCHITECTES

14, rue de l'Atlas
75019 PARIS

BET FLUIDES

WOR INGENIERIE

30, chemin de la Planquette
76130 MONT-SAINT-AIGNAN

BET STRUCTURES

PRATEC

18-22, rue d'Arras
92000 NANTERRE

ECONOMISTE

A+ECO

24, rue Saint-Antoine
75004 PARIS

BET ACOUSTIQUE

AAB – Atelier acoustique

17, rue du Colisée
75008 PARIS

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (C.C.T.P.)

LOT 01 – INSTALLATION DE CHANTIER – DESAMIANTAGE – CURAGE

Société	Phase	Indice	Date	Auteur	Modifications
A+ECO	PRO	A	25/02/2026	NA	Mise à jour suivant observations maître d'ouvrage
A+ECO	PRO	0	24/02/2026	NA	Première émission



24, rue Saint-Antoine 75004 PARIS
T + 33 (0) 9 51 16 47 72
contact@apluseco.com

S.A.S au capital social de
Siret : 892 096 637 00038
APE : 7490A

SOMMAIRE

1	GENERALITES.....	4
1.1	PRESENTATION DU PROJET.....	4
1.2	PIECES COMMUNES ET ADMINISTRATIVES	4
1.3	REPONSE A L'APPEL D'OFFRES	4
1.3.1	Présentation de l'offre, quantitatif	4
1.3.2	Variantes, propositions.....	5
1.3.3	Connaissance des lieux	5
1.3.4	Sécurité des personnes.....	5
2	SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES.....	6
2.1	OBJET DU PRESENT LOT.....	6
2.2	CONNAISSANCE DU DOSSIER	6
2.3	CONSISTANCE DU LOT	6
2.3.1	Travaux à la charge du présent lot.....	6
2.3.2	Travaux exclus du présent lot – Limites de prestations.....	6
2.4	DOCUMENTS DE REFERENCE.....	7
3	SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES.....	9
3.1	RECONNAISSANCE DES EXISTANTS	9
3.2	PRINCIPES GENERAUX DE CURAGE	9
3.3	ERREURS, OMISSIONS	10
3.4	RESPECT DU PLANNING	10
3.5	HYGIENE ET SECURITE DES PERSONNES	10
3.6	RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE	10
3.7	DOSSIER DE RECOLEMENT	11
3.8	NETTOYAGE	11
4	TRAVAUX PREPARATOIRES – INSTALLATION DE CHANTIER	12
4.1	ETUDES D'EXECUTION – METHODOLOGIE – DEMARCHES ADMINISTRATIVES.....	12
4.2	PRISE DE POSSESSION	12
4.3	CONSTAT DES LIEUX.....	12
4.4	RELATIONS CONCESSIONNAIRES – COFFRETS DE CHANTIER – COUPURES	13
4.5	BRANCHEMENTS PROVISOIRES	13
4.6	PROTECTION DU SITE – CLOTURES	13

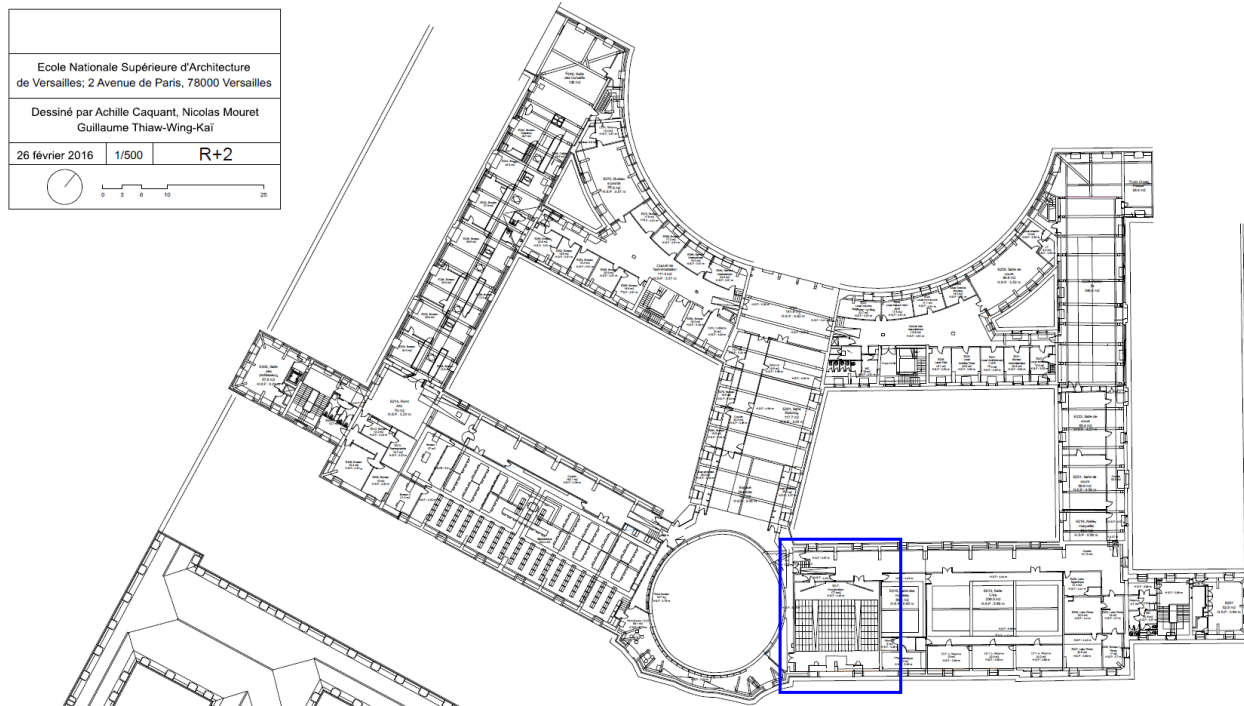
4.7	FRAIS DE VOIRIE	13
4.8	BASE VIE.....	13
4.9	INSTALLATION SPECIFIQUE (DESAMANTAGE)	14
4.10	MOYENS DE LEVAGE, D'AMENEE DU MATERIEL – ECHAFAUDAGES	15
4.11	PANNEAUX DE CHANTIER – SIGNALISATION.....	15
4.12	ACCES AU CHANTIER ET ENTRETIEN.....	15
4.13	ATTRIBUTION ET GESTION DES FRAIS DE CHANTIER – PRORATA.....	16
4.14	PRECHAUFFAGE	16
4.15	TRI SELECTIF – CHANTIER PROPRE	16
4.16	CONTRAINTES CHANTIER	17
4.16.1	Livraisons	17
4.16.2	Planning contractuel	17
4.16.3	Interruption des travaux.....	18
4.16.4	Horaires et bruits de chantier	18
4.16.5	Dégâts éventuels – Remise en état des lieux.....	19
4.16.6	Précautions particulières	19
4.17	PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS CONSERVES.....	19
4.18	REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER	19
5	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE.....	20
5.1	RETRAIT DES MATERIAUX	20
5.2	NETTOYAGE, EVACUATION DES DECHETS.....	20
6	DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CURAGE.....	21
6.1	REVETEMENTS DE SOLS, FAUX-PLANCHER	21
6.2	DOUBLAGES, HABILLAGES MURAUX	21
6.3	FAUX-PLAFONDS, OSSATURES	21
6.4	SIEGES.....	22
6.5	CLOISONS	22
6.6	LUMINAIRES SUR TABLETTES	22
6.7	EVACUATION EN CENTRE SPECIALISE, BENNES	23
6.8	TRAVAUX DIVERS – PERCEMENTS	23

1 GENERALITES

1.1 PRESENTATION DU PROJET

Le projet consiste en la rénovation de l'amphithéâtre de l'ENSA situé au 5 avenue de Sceaux à Versailles (78).

L'amphithéâtre est situé au 2^{ème} étage du bâtiment.



1.2 PIECES COMMUNES ET ADMINISTRATIVES

Le présent document doit être complété par les éléments contenus dans :

- Les pièces administratives.
- Les plans d'architectes et les plans techniques.
- Les pièces écrites des autres lots et les prescriptions particulières communes.
- Les rapports de mission de repérage de l'amiante et du plomb avant travaux.
- Le rapport initial du contrôleur technique.
- Le plan général de coordination.
- Le planning prévisionnel des travaux.

Et toutes autres pièces faisant partie du dossier de consultation.

1.3 REPONSE A L'APPEL D'OFFRES

1.3.1 Présentation de l'offre, quantitatif

L'offre de l'entreprise sera obligatoirement accompagnée d'un devis quantitatif et estimatif (sur la base du cadre de bordereau transmis par la Maîtrise d'Œuvre) précisant :

- Les libellés.
- Les produits pour chaque nature d'ouvrage.
- Les unités.
- Les quantités.

- Les prix unitaires.

Le marché est à un prix global et forfaitaire. Par conséquent, tous les ouvrages divers, accessoires (non métrés) permettant une parfaite finition de l'ouvrage sont compris à l'offre.

1.3.2 Variantes, propositions

Se reporter aux clauses du CCAP.

1.3.3 Connaissance des lieux

L'entreprise présentant une offre est réputée avoir reconnu :

- Le site, ainsi que ses abords, ses conditions d'accès et de stationnement environnant.
- Les constructions, clôtures et voiries existantes, ainsi que le cheminement des réseaux de toutes natures.

L'offre sera donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

1.3.4 Sécurité des personnes

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler, conformément à la réglementation en vigueur.

De plus, l'entreprise se conformera à toutes demandes et directives du coordonnateur de sécurité et ce, sans restriction ni réserve.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

2 SPECIFICATIONS TECHNIQUES GENERALES

2.1 OBJET DU PRESENT LOT

Le présent document a pour objet de décrire l'installation de chantier, le désamiantage et le curage.

L'Entrepreneur par le fait même de soumissionner est réputé avoir pris parfaite connaissance des travaux à effectuer, de leur nature ainsi que de leur importance et reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles de sa spécialité, aux détails qui pourraient être omis dans les différentes pièces contractuelles du dossier.

Tous les travaux sont inclus quels que soient les méthodes et le matériel nécessaire.

2.2 CONNAISSANCE DU DOSSIER

Ce CCTP fait partie d'un programme de travaux tous corps d'état dont l'entreprise devra avoir parfaite connaissance afin de ne rien ignorer des autres lots en coordination avec le sien.

L'entreprise devra également prendre connaissance des autres documents faisant parti du dossier et pouvant faire référence du présent CCTP.

2.3 CONSISTANCE DU LOT

2.3.1 Travaux à la charge du présent lot

D'une manière générale, l'entrepreneur doit toutes les déposes tels qu'indiqués aux plans et au présent CCTP. Il doit également tous les travaux qui, bien que non explicitement décrits, découleraient d'une façon logique des prestations dues.

Les travaux à la charge de l'entreprise dans le cadre de son marché, comprendront implicitement :

- La prise de possession du site avec la réalisation d'un constat.
- Les études d'exécution, compris les démarches nécessaires pour l'obtention de toutes autorisations nécessaires dans le cadre des travaux.
- La protection des ouvrages conservés.
- La sécurité du site.
- La mise en place de l'installation de chantier.
- Le désamiantage de la zone amphithéâtre comprenant les travaux préparatoires, la mise en place des installations spécifiques et le retrait des matériaux.
- Les déposes des ouvrages hors amiante.
- L'évacuation des déchets de tous types.
- Le nettoyage des zones d'intervention.

Ils comprendront tous les matériels et installations de levage et autres nécessaires.

Dans le cadre contractuel de son marché, l'entrepreneur sera soumis à une obligation de résultat.

2.3.2 Travaux exclus du présent lot – Limites de prestations

L'entreprise devra prendre connaissance de l'ensemble des pièces du dossier de consultation afin de connaître les interfaces avec les autres lots.

2.4 DOCUMENTS DE REFERENCE

Les ouvrages décrits au présent lot sont à réaliser selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur à la date d'établissement des prix de l'entreprise et notamment (sans que cette liste soit limitative) :

Textes législatifs et réglementaires

- Code du Travail.
- Code de la Santé Publique.
- Décret n° 2006-761 (30 juin 2006) relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le code du travail.
- Décret n° 2011-629 (3 juin 2011) relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis.
- Décret n° 2012-639 (4 mai 2012) relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Décret n° 2013-594 (5 juillet 2013) relatif aux risques d'exposition à l'amiante.
- Arrêté du 26 juin 2013 relatif au repérage des matériaux et produits de la liste C contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat des risques d'exposition au plomb.
- Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb dans les peintures et rectificatif.
- Arrêté du 16 juillet 2019 modifié relatif au repérage de l'amiante avant certaines opérations réalisées dans les immeubles bâtis.
- Arrêté du 12 mars 2012 relatif au stockage des déchets d'amiante.
- Arrêté du 23 février 2012 modifié définissant les modalités de la formation des travailleurs à la prévention des risques liés à l'amiante.
- Circulaire n° 2005-18 (22 février 2005) relative à l'élimination des déchets d'amiante lié à des matériaux inertes.

Documents techniques unifiés

Normes françaises AFNOR

- NF X 46-010 (octobre 2004) – Santé et sécurité au travail – Amiante friable – Qualification des entreprises réalisant des travaux de traitement de l'amiante friable – Référentiel technique.
- NF X 46-020 (août 2017) – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie.
- NF X 46-021 (août 2010) – Traitement de l'amiante dans les immeubles bâtis – Examen visuel des surfaces traitées après travaux de retrait de matériaux et produits contenant de l'amiante – Mission et méthodologie.
- FD X 46-041 (octobre 2020) – Fascicule de documentation de la norme NF X 46-020 – Repérage amiante – Repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante dans les immeubles bâtis – Mission et méthodologie.
- NF X 46-030 (avril 2008) – Protocole de réalisation du Constat des Risques d'Exposition au Plomb.
- NF X 46-031 – Analyse chimique des peintures pour la recherche de la fraction acido-soluble du plomb.
- NF X 46-032 (avril 2008) – Méthodologie de mesure du plomb dans les poussières au sol.
- NF X 46-035 (juin 2021) – Recherche de plomb avant travaux dans les revêtements et matériaux et produits de construction.

Autres documents

- Guide INRS ED 909 – Intervention sur les peintures contenant du plomb – Prévention des risques professionnels.

La présente liste n'est pas limitative, tous les autres textes réglementaires sont applicables.
L'entreprise étant directement responsable du respect des règles en vigueur.
Aucun supplément ne sera accepté pour une méconnaissance de la réglementation.

3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES PARTICULIERES

3.1 RECONNAISSANCE DES EXISTANTS

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants. **Pour ce faire, une visite obligatoire sera organisée par le maître d'ouvrage.**

Cette reconnaissance à effectuer portera notamment sur les points suivants sans que cette énumération soit limitative :

- Les possibilités d'accès.
- Les moyens qu'il doit engager pour les installations de chantier.
- Les échafaudages à prévoir.
- Les servitudes diverses à l'environnement.
- L'état de l'existant et son principe constructif.
- La nature des matériaux constituant l'existant.
- La nature des déchets ainsi que leur volume.

En général sur tous les points pouvant avoir une influence sur l'exécution des travaux du présent lot et sur leur coût.

L'offre de l'entreprise est donc contractuellement réputée tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires.

L'entrepreneur ne pourra réclamer aucune indemnité pour sujétions particulières concernant les difficultés d'accès, de circulation, etc. et de phasages.

L'entrepreneur reconnaît s'être rendu compte, sur place, de tous les travaux à exécuter, de leur importance et de leur nature, il reconnaît avoir suppléé, par ses connaissances professionnelles aux détails qui auraient pu être omis sur les plans ou dans le CCTP et avoir prévu, dans ses prix unitaires forfaitaires, tous les travaux indispensables dans l'ordre général et par analogie.

3.2 PRINCIPES GENERAUX DE CURAGE

- Les éventuels échafaudages nécessaires sont à la charge de l'entreprise et devront être montés et équipés conformément aux prescriptions du coordonnateur SPS.
- Les éléments seront évacués mais ne seront en aucun cas jetés directement depuis les fenêtres.
- La technique sera à faire valider par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS. Si, en cours de chantier, celle-ci ne s'avère pas adaptée, selon notamment des critères d'efficacité ou de sécurité, le Maître d'Œuvre pourra demander à l'entreprise de proposer une autre méthode, et cela sans supplément de prix.
- Les travaux s'effectuant en site urbain, les nuisances sonores devront être réduites à leur strict minimum. Les engins utilisés, les méthodes employées, ainsi que les horaires de début et de fin d'utilisation des équipements, par l'entreprise seront soumis à l'agrément du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.
- Toutes les précautions seront prises pour ne pas endommager les ouvrages en domaines public ou privé, en particulier les réseaux, trottoirs, enrobés, chaussées, regards, etc. Toutes remises en état des dégradations éventuelles seront à la charge de l'entrepreneur.
- L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait que les antennes de regards seront tamponnées pour éviter la dégradation du regard et des réseaux en aval.

- L'entrepreneur s'acquittera des droits, taxes d'occupation de voie publique éventuelles et des autorisations de stationnement pour accès au chantier et des autorisations et arrêtés de voirie suffisants et nécessaires au bon déroulement du chantier.
- Le chantier sera fermé de manière sécurisée durant les périodes non travaillées, sous l'entière responsabilité de l'entreprise.
- L'entreprise devra effectuer les déclarations - avant tous travaux - aux différents concessionnaires, afin d'obtenir les plans de repérage des réseaux (enterrés et aériens).
- L'entreprise devra mettre en place tous dispositifs permettant de ne pas salir le domaine public (poste lavage, balayage régulier, ...). Si les abords du chantier n'étaient pas jugés propres, le maître d'ouvrage serait en droit de commander leur nettoyage à une tierce entreprise, à la charge de l'entreprise de curage / démolition.
- En cas de dépose d'éléments de sécurité de type garde-corps, ceux-ci devront être systématiquement remplacés temporairement par des éléments de protection et ou de sécurité similaire.
- L'entreprise effectuera un nettoyage général en fin de travaux.
- Sur le chantier l'entreprise effectuera un tri sélectif des principaux matériaux : bois, verre, métaux, enrobés, plastiques et assimilés, gravats (à adapter suivant méthodologie de l'entreprise). La maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de contrôler de demander à l'entreprise de modifier sa méthode de tri ou le tri.
- Les signalisations publiques et mobilier urbain (éclairage public, poubelle, etc.) seront à déposer, stockés avec soin, puis à remettre suivant besoins.
- Toutes fournitures d'énergie, d'eau, de matériaux, seront à la charge de l'Entreprise.

3.3 ERREURS, OMISSIONS

Le Maître d'œuvre est responsable des documents fournis et nécessaires à la réalisation des travaux.

Toutefois, l'entrepreneur a l'obligation de vérifier avant toute remise de prix et exécution des travaux que les documents ne contiennent pas d'erreurs, omissions, contradictions qui sont normalement décelables par un homme de l'art. S'il relève des erreurs, omissions, contradictions, il doit les signaler immédiatement au Maître d'œuvre par écrit avant de remettre son offre. Faute d'avoir rempli ces conditions, l'entrepreneur se verra tenu comme responsable et ne pourra arguer d'aucun supplément pendant et après exécution des travaux.

3.4 RESPECT DU PLANNING

Afin de respecter le planning, l'entreprise s'engage à renforcer ses équipes sur simple demande du Maître d'œuvre et/ou du Maître d'ouvrage, sans supplément de prix pendant les travaux.

3.5 HYGIENE ET SECURITE DES PERSONNES

Une attention particulière sera portée à l'hygiène et la sécurité sur le chantier. Toutes remarques du coordonnateur SPS devront être prises en compte et suivies d'actions.

L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer dans tous les cas la protection contre les chutes du personnel amené à travailler, conformément à la réglementation en vigueur.

Tous les frais consécutifs aux dispositions ci-dessus sont implicitement compris dans les prix du marché.

3.6 RESPONSABILITE DE L'ENTREPRISE

L'entreprise est responsable des détériorations éventuelles qu'elle pourrait occasionner aux constructions voisines et réseaux d'eau, d'électricité et de téléphone existants.

Par ailleurs, elle est responsable des contraventions de toutes natures qu'elle pourrait encourir du fait de la non-observation des règlements de voirie ou de protection des lignes d'alimentation électriques et elle doit, en conséquence, faire toutes les démarches préalables auprès des Administrations concernées.

3.7 DOSSIER DE RECOLEMENT

A la fin du chantier, l'entreprise doit la fourniture à la maîtrise d'ouvrage d'un dossier de récolement dans lequel devra figurer :

- Les plans des zones concernés par les travaux.
- Les éléments et équipements laissés en place.

3.8 NETTOYAGE

L'entrepreneur devra immédiatement après exécution de ses travaux, procéder à l'enlèvement des gravois de ses travaux et au nettoyage des sols.

Il aura à sa charge l'enlèvement de ses gravois après nettoyage et la mise en tas à l'emplacement prévu à cet effet aux abords du chantier, et ensuite l'enlèvement hors du chantier **(des bennes sont à prévoir par le présent lot)**.

Il sera formellement interdit de jeter les gravois par les ouvertures en façades, mais ils devront toujours être sortis soit par goulotte, soit en sacs ou par seaux.

En résumé, le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté, et l'entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

4 TRAVAUX PREPARATOIRES – INSTALLATION DE CHANTIER

4.1 ETUDES D'EXECUTION – METHODOLOGIE – DEMARCHES ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur devra, dans le cadre de ses études, présenter la méthodologie des travaux de désamiantage et curage (installation, protections, mode d'évacuation, bennes, etc.).

L'entrepreneur établira un "plan de retrait" et réalisera toutes les démarches administratives en accord avec le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, en conformité avec la réglementation en cours.

Ce dernier devra être transmis un mois avant le démarrage des travaux aux organismes suivants :

- L'Inspection du Travail.
- La Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail.
- L'Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics.

Il sera soumis à l'avis du médecin du travail et du CHSCT.

Il comprendra tous les renseignements concernant l'opération et précisera notamment :

- La nature et la durée probable des travaux.
- Le lieu d'exécution des travaux.
- Les méthodes de mises en œuvre.
- Les caractéristiques des équipements utilisés pour la protection et la décontamination des personnes qui se trouvent sur le lieu des travaux ou à proximité.
- Le traitement des déchets.
- Les dispositions de sécurité vis à vis des personnes.
- La fréquence et les modalités des contrôles effectués sur le chantier.
- Les procédures relatives à l'évacuation des blessés de la zone de travaux incluant la désignation des secouristes du travail.

Tous les contrôles, mesures d'empoussièrement seront à la charge et aux frais de l'entreprise.

4.2 PRISE DE POSSESSION

L'Entrepreneur prend possession du bâtiment dans l'état où ils se trouvent à la date du marché, avec tous les ouvrages, matériels et installations existants.

4.3 CONSTAT DES LIEUX

Avant tout début d'exécution des travaux, l'entreprise devra faire effectuer à ses frais, par huissier, un constat contradictoire en présence de Maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et de l'entreprise, portant notamment sur :

- Les abords du bâtiment (voiries publiques et privées, bordures de trottoirs, réseaux aériens et enterrés, espaces verts, mobilier urbain, ...).
- L'état du bâtiment et ouvrages mitoyens.
- L'état des ouvrages conservés.

Le procès-verbal sera diffusé à chaque partie. A la réception des travaux, un constat contradictoire sera dressé.

Tous les frais inhérents aux constats d'huissier sont à incorporer dans l'offre de l'entreprise.

Toutes les réparations des dommages causés aux « existants » seront à la charge de l'entrepreneur.

4.4 RELATIONS CONCESSIONNAIRES – COFFRETS DE CHANTIER – COUPURES

En préparation de ces travaux, l'entreprise prend en charge la relation avec les concessionnaires, dans le but notamment de consigner les réseaux.

Il devra faire intervenir un électricien, frais à sa charge, pour mettre en place un coffret de chantier avec comptage distinct du reste du bâtiment. Il n'est pas à prévoir un comptage pour l'eau potable (la base vie étant dans l'école, les entreprises auront accès à l'eau de l'école).

Les frais de consommations sont à la charge de l'entreprise.

Toutes les coupures devront être effectuées, pour isoler la zone des travaux.

Ces coupures concernent les alimentations électriques, téléphoniques, ...

4.5 BRANCHEMENTS PROVISOIRES

L'entrepreneur fera son affaire personnelle de l'aménagement provisoire du site pour les besoins du chantier et cela entièrement à ses frais, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité de quelque sorte que ce soit. Il s'assurera notamment du raccordement électrique sur le réseau existant le plus proche ainsi que des puissances électriques disponibles mises à la disposition du chantier.

Il prendra en charge, l'alimentation de son chantier en moyens de service et définira les besoins en eau, électricité BT ou éventuellement MT, lignes téléphoniques, etc. nécessaires à la bonne marche du chantier.

4.6 PROTECTION DU SITE – CLOTURES

Dès réception de l'ordre de service de commencement de travaux, l'entrepreneur prendra toutes dispositions pour assurer pendant toute la durée du chantier, la surveillance constante et la sécurité générale du chantier dont la responsabilité lui incombera totalement (avec la mise en place notamment d'une télésurveillance).

Il établira un plan général des installations de chantier qui sera soumis à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre, du SPS et du Maître d'Ouvrage.

En complément, le présent lot devra prévoir les clôtures opaques nécessaires à l'isolement de la zone travaux.

4.7 FRAIS DE VOIRIE

Les éventuels frais de voirie sont à la charge du présent lot.

Les éventuels frais de voirie complémentaires, liés à des interventions spécifiques pendant le chantier, sont à la charge des entreprises concernées.

4.8 BASE VIE

L'entreprise devra l'installation et l'entretien d'une salle de réunion, d'une capacité suffisante, éclairée, chauffée, équipée d'une table, de chaises, d'une armoire fermant à clé, d'un tableau d'affichage. Elle devra veiller à son entretien et la fourniture des consommables nécessaires.

Elle devra également l'installation de vestiaires et sanitaires séparés hommes/femmes, chauffés et équipés, en fonction du personnel présent sur le chantier. Notamment, les

vestiaires seront équipés d'armoires métalliques à 2 compartiments fermant à clé et de bancs.

Elle devra le nettoyage quotidien et l'entretien de l'ensemble de ces locaux.

L'entrepreneur prendra rendez-vous avec tous les concessionnaires nécessaires au bon fonctionnement de l'installation (électricité, eau, téléphone y compris une ligne portable limitée à l'accès aux numéros d'urgences, assainissement).

L'entreprise aura la possibilité d'installer ces locaux dans l'école. Une salle sera dédiée aux réunions et des sanitaires resteront accessibles. Une remise en état des lieux sera réalisée par l'entreprise.

En cas d'installation extérieure, toute emprise sur la voie publique fera l'objet d'une autorisation. Tous les frais de voirie seront inclus dans le prix de l'entreprise.

4.9 INSTALLATION SPECIFIQUE (DESAMIANPAGE)

Le titulaire du présent lot devra remettre pendant la période de préparation du chantier un document spécifique aux travaux de désamiantage. Ce document sera soumis à l'approbation du Maître d'œuvre et du Contrôleur SPS, avant tout démarrage des travaux de dépollution. Le titulaire inclura dans son prix unitaire la réalisation de ces documents et leurs éventuelles reprises afin de les rendre conformes aux exigences des autorités compétentes en la matière.

L'entreprise devra prévoir :

- La réalisation des mesures point zéro effectués préalablement aux travaux et permettant de connaître le taux d'empoussièrement ambiant.
- Tous les équipements collectifs (sas et appareil de filtration et traitement d'air) nécessaires pendant la durée des travaux. Y compris pose, remaniements intermédiaires si nécessaires et dépose en fin) et la remise en état après intervention.
- La mise en place de l'installation électrique spécifique au chantier de décontamination (coffret, éclairage des postes de travail, etc.) à partir de l'alimentation générale.
- Isolement de la zone à traiter par réalisation d'un confinement étanche réalisé par film polyane 200µ sur une ossature côté intérieure. Confinement réalisé toute hauteur.
- Création d'un sas d'accès permettant l'accès et la sortie de la zone contaminée par films plastiques sur ossature avec signalisation indiquant l'entrée interdite aux personnes non habillées de protection.
- La mise en œuvre des moyens d'accès aux zones de travail (échafaudages, nacelles, ...).
- Les installations, équipements individuels nécessaires aux opérateurs, notamment point d'eau, douche équipée, masques, etc.
- Le calfeutrement pour permettre la complète étanchéité de la zone et éviter la propagation de l'amiante.
- La protection des sols par un film étanche et résistant au droit et alentours des matériaux à déposer.
- L'ensemble des essais d'étanchéité.
- La mise en place d'un système de canalisation, récupération et filtrage des eaux avant rejet.
- La mise en dépression de la zone de travail par déprimogène adapté, y compris prise d'air et filtres adaptés remplacés régulièrement, compris l'ensemble des consommables durant la durée des travaux.

Ces équipements seront réalisés suivant recommandations de l'INRS.

Après les travaux :

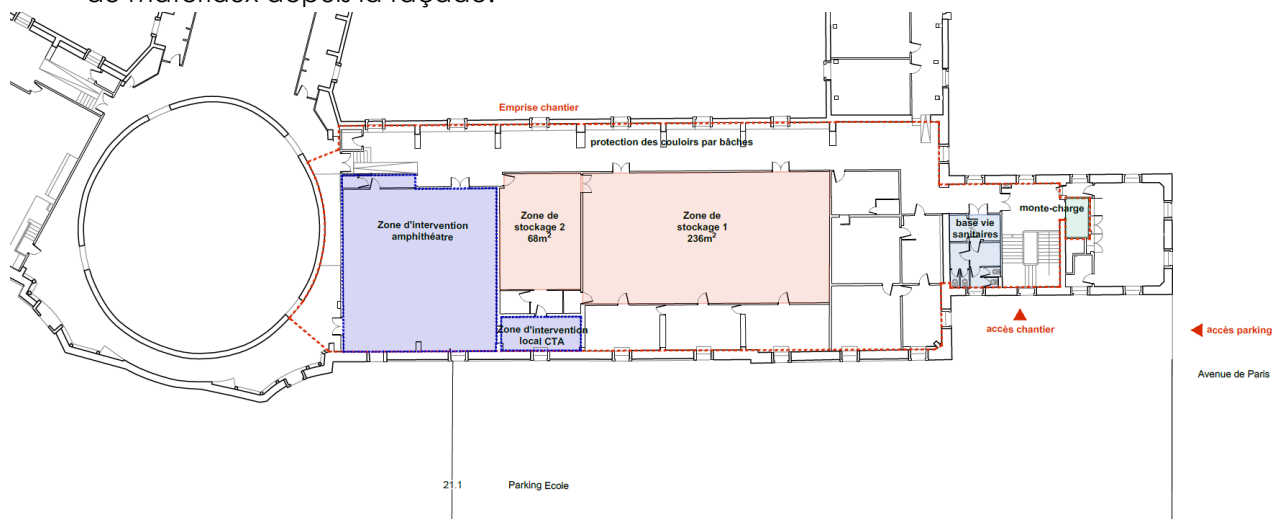
- Réalisation d'un nettoyage complet de la zone de travail et des accès à l'aide d'un aspirateur à filtre à très haute efficacité.
- Réalisation de tous les tests, contrôles conformément à la réglementation.

4.10 MOYENS DE LEVAGE, D'AMENEE DU MATERIEL – ECHAFAUDAGES

L'entreprise fera son affaire de l'installation des matériels de levage, d'amenée du matériel nécessaire à la réalisation de ses travaux.

Cette installation sera à soumettre à l'approbation de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

L'entreprise pourra utiliser le monte-charge et la cage d'escalier pour tous les accès matériaux, **sous réserve protection des parois et équipements**. Il n'est pas prévu l'amenée de matériaux depuis la façade.



En complément, amenée, mise en place, location puis repli d'un échafaudage tubulaire dans l'amphithéâtre pour permettre l'accès au plafond.

4.11 PANNEAUX DE CHANTIER – SIGNALISATION

L'entreprise devra la fourniture et la mise en place :

- Un panneau de chantier suivant cadre affichage réglementaire : nom de l'opération, Maître d'Ouvrage, Architecte, Bureau de contrôle, SPS, Entreprises, etc.).
- Des panneaux « chantier interdit au public » et de toutes signalisations nécessaires à la sécurité du site.

Il appartient à l'Entrepreneur de mettre en place la signalisation réglementaire. La fourniture, la mise en place et la maintenance de la signalisation, suivant les prescriptions du Maître d'œuvre, seront à la charge de l'Entrepreneur. Les panneaux seront rétro réfléchissants.

L'implantation des panneaux est soumise à l'accord du maître d'œuvre et du maître de l'ouvrage.

4.12 ACCES AU CHANTIER ET ENTRETIEN

L'entreprise devra l'aménagement et l'entretien des voies et aires de chantier pendant toute la durée des travaux d'aménagements intérieurs.

L'accès au chantier et la circulation interne des véhicules se fera suivant le plan d'installation de chantier accepté par le Maître d'œuvre, le coordonnateur SPS et le Maître d'Ouvrage.

4.13 ATTRIBUTION ET GESTION DES FRAIS DE CHANTIER – PRORATA

La gestion du compte prorata est à la charge de l'entreprise titulaire du présent lot.

2% de participation de chaque entreprise est à prévoir.

Sans dispositions contraires, les dépenses afférentes au compte prorata comprennent notamment :

- Les frais réels de consommation de courant électrique.
- Les frais réels de consommation d'eau.
- Le nettoyage des bureaux de chantier et des installations communes d'hygiène.
- Les consommations téléphoniques non facturées.
- Dans les cas où les dégradations ne peuvent pas être imputées, les réfections éventuelles de voiries, réseaux, bordures et les remises en état des parties d'ouvrages détériorés dans les bâtiments.
- Plus généralement, les dépenses d'intérêt commun n'incombant pas à une Entreprise déterminée, ou celles nécessaires à la remise en état résultant de dégradations dont l'auteur n'est pas identifié ou est insolvable, la décision en revenant au Maître d'œuvre.

4.14 PRECHAUFFAGE

Sans objet.

4.15 TRI SELECTIF – CHANTIER PROPRE

L'entreprise titulaire du présent lot sera responsable de la mise en place et de la gestion des bennes avec fourniture de bordereaux de suivi au Maître d'Ouvrage. Les bennes à déchets seront clairement identifiées par une couleur, un numéro, un pictogramme ou une représentation (dessin ou photo) des déchets qui y sont collectés. (cf. pictogrammes édités par la Fédération Française du Bâtiment FFB).

Le rythme de remplacement des bennes devra être suffisant pour assurer l'enlèvement des gravats et déchets divers à toutes les phases du chantier.

L'entreprise se chargera du tri et de l'amenée de ses gravats et déchets dans les différentes bennes.

Elle devra assurer la gestion environnementale des déchets du chantier depuis le dépôt dans les bennes jusqu'à ce qu'ils soient confiés à un prestataire déchets.

Lors du nettoyage, chaque entreprise devra respecter les spécifications des lois liées à l'environnement (code de l'environnement), notamment :

- La loi relative à la protection de l'environnement (n° 95.101).
- La loi sur l'eau (n° 92.3).
- La loi sur l'air (n° 96.1236).
- La loi sur les déchets (n° 92.646 + 75.633).
- La loi 92 1444 sur le bruit.
- Les décrets applicatifs et les arrêtés correspondants, notamment :
 - o Ceux relatifs à l'amiante.
 - o Le décret 94 609, relatif à la valorisation des déchets d'emballage.
 - o Le décret 97 517, visant le classement des déchets dangereux.
 - o La recommandation T1-91 de la CCM (GPEM/T) visant le bon aspect et la propreté des travaux en site urbain.
 - o Le guide de l'ADEME relatif aux déchets de chantier de bâtiment.
 - o La recommandation T2 2000 du GPEM – Travaux et maîtrise d'œuvre sur la gestion des déchets de chantier.

- o Etc.

Remarque à propos des déchets :

S'il ne les trie pas, l'attributaire d'un marché est tenu d'expédier ses déchets vers le centre de stockage capable de recevoir la catégorie de déchets la plus contraignante.

Sur la présente opération, il sera exécuté un tri sélectif des déchets, d'après les critères suivants (4 catégories), et suivant le PGC :

- 1. Déchets inertes (gravats, terre, sable, béton, brique, tuile, céramique, etc. ...) : Ils sont destinés aux installations de classe 3.
- 2. Déchets ménagers et assimilés ou déchets banals (palettes, bois, papier, cartons, plastiques, ferrailles, verre, etc. ...) : Non triés, ils sont destinés à un site de classe 2, mais triés par nature, les matériaux recyclables iront chez un recycleur, les matériaux incinérables chez un incinérateur agréé, et le solde se retrouvant en décharge de classe 2.
- 3. Déchets d'emballage : Le brûlage est proscrit par la loi n° 75-633 et les règlements sanitaires départementaux. Par conséquent, l'entrepreneur doit les valoriser par réemploi, les faire valoriser, ou les faire enlever par les services de collecte de déchets ménagers des communes.
- 4. Déchets industriels spéciaux (flocages d'amiante, peintures, colles, emballages souillés, hydrocarbures, terres polluées) : Emballés séparément et de manière étanche, étiquetés, accompagnés d'un bordereau de suivi et enlevés par un conducteur formé au transport des matières dangereuses, ils seront traités dans des centres agréés.

Chaque entreprise devra apporter la preuve et la destination des déchets en fournissant ses bordereaux de suivi de déchets au Maître d'Ouvrage.

4.16 CONTRAINTES CHANTIER

4.16.1 Livraisons

Les livraisons de matériel standard (hors éléments nécessitant un grutage particulier) devront se faire par des camions remorques.

Les livraisons de nuit seront soumises à autorisation du maître d'ouvrage (après demande écrite).

Les frais de livraison sont à la charge de l'entreprise qui en a besoin.

Les livraisons en horaires exceptionnels qui nécessiteront des moyens « extraordinaires » seront subordonnées à l'obtention des autorisations administratives requises.

4.16.2 Planning contractuel

Le délai global de l'ensemble des travaux est indiqué par le planning contractuel.

Dans le planning contractuel figurent des dates clés. Dans ce cas le planning d'exécution en tiendra compte sans réserve. Les entreprises fourniront leurs propres plannings simplifiés de mise en œuvre et de réception avec leurs offres.

Les entreprises doivent le respect du planning contractuel.

Les entreprises établiront un planning détaillé de l'ensemble des travaux rendant parfaitement compte des délais d'intervention de chaque corps d'état et des interférences de ces différentes interventions sur le chantier.

Il doit être visé et remis au bureau de contrôle, au coordonnateur hygiène et sécurité, au maître d'ouvrage, et au maître d'œuvre.

Les entreprises auront l'obligation d'assister aux réunions de chantier et d'adapter leurs plannings de travail à l'avancement général de l'opération.

4.16.3 Interruption des travaux

Si les travaux viennent à être interrompus pour quelque cause que ce soit, les entreprises doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le maître d'ouvrage.

4.16.4 Horaires et bruits de chantier

Compte tenu de la localisation du chantier, des précautions devront obligatoirement être prises pour limiter au mieux les nuisances sonores pouvant être émises vers les riverains et les usagers du groupe scolaire.

Ces précautions prendront la forme de contraintes en termes d'horaires et de méthodologie des travaux.

Les textes suivants seront pris en considération :

- Décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article 2 de la loi n° 92-1444 du 31 décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit et relatives aux objets bruyants et aux dispositifs d'insonorisation.
- Arrêtés du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier, relatif à la limitation des émissions sonores des moto-compresseurs, relatif à la limitation des émissions sonores des groupes électrogènes de puissance.
- Arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments, pris en application de la directive 2000-2014/CE (JO du 3 mai 2002) et abrogeant l'ensemble des arrêtés du 12 mai.
- Arrêté du 21 janvier 2004 relatif au régime des émissions sonores des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.
- Arrêté du 22 mai 2006 modifiant l'arrêté du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments.

Horaires d'accès au site : à valider par la maîtrise d'ouvrage avant tout début d'exécution.

Vibrations :

- ISO 2631-2 : Vibrations et chocs mécaniques - Évaluation de l'exposition des individus à des vibrations globales du corps - Partie 2 : vibrations continues et induites par les chocs dans les bâtiments.
- E90-400 / NF E90-401-2 : Vibrations et chocs mécaniques - Effets des vibrations sur l'homme (version française) / Évaluation de l'exposition des individus à des vibrations globales du corps - Partie 2 : risques pour la santé.
- Circulaire N°86-23 du 23 juillet 1986 : Vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

Protection des riverains :

- Arrêté municipal ou préfectoral apportant des prescriptions complémentaires (conditions d'horaires, d'accès,...) (art. L2213-4 du Code Général des Collectivités Territoriales).
- Arrêté Préfectoral N°01-16855 du 29 octobre 2001 (Préfecture de Police de Paris) réglementant à Paris les activités bruyantes.
- Code de la Santé Publique Art.R.1334-36.

Ce dernier texte, inséré dans le Code de la Santé Publique par le décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage et modifiant le Code de la Santé publique, précise :

«Art. R.1334-36. –Si le bruit mentionné à l'article R.1334-31 a pour origine un chantier de travaux publics ou privés, ou des travaux intéressant les bâtiments et leurs équipements soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation, l'atteinte à la tranquillité du voisinage ou à la santé de l'homme est caractérisée par l'une des circonstances suivantes :

- «1° Le non-respect des conditions fixées par les autorités compétentes en ce qui concerne soit la réalisation des travaux, soit l'utilisation ou l'exploitation de matériels ou d'équipements
- «2° L'insuffisance de précautions appropriées pour limiter ce bruit
- «3° Un comportement anormalement bruyant.

Concernant les bruits de voisinage, ce texte limite également les émergences de niveau sonore à des valeurs comprises entre 3 et 11 dB(A) par rapport au bruit ambiant résiduel, suivant la durée cumulée du bruit perturbateur. L'émergence admissible pour un bruit permanent en période diurne, de 7 heures à 22 heures, est de 5 dB(A) ; cette « émergence limite » ne s'applique pas nécessairement aux bruits de chantier mais le chantier doit s'en inspirer.

4.16.5 Dégâts éventuels – Remise en état des lieux

Les ouvrages qui auront été modifiés ou détériorés par le fait des travaux seront remis dans l'état où ils étaient initialement par les soins et aux frais de l'entrepreneur dans les délais prescrits par le maître d'œuvre.

4.16.6 Précautions particulières

Chaque entreprise devra prendre en compte les précautions suivantes durant les travaux :

- Un permis de feu valable une seule journée devrait être délivré pour tout travail par point chaud.
- L'interdiction de fumer devrait être respectée dans la zone de chantier.
- Le contrôle d'accès dans la zone du chantier devrait être renforcé afin de minimiser la possibilité d'un feu d'origine criminelle et d'éviter le vol de matériels.
- L'installation électrique provisoire devrait être limitée au minimum indispensable.
- Les matériaux d'emballage tels que cartons et plastiques devraient être évacués systématiquement de la zone de chantier.
- Aucun gravats, matériau ou outil pouvant mettre en péril la sécurité des élèves ne doit être abandonnée dans la cour de l'école ;
- Le personnel des entreprises est tenu à maintenir une posture conciliante vis-à-vis du personnel de l'école et à suivre les règles de politesse générale.

4.17 PROTECTION DES OUVRAGES EXISTANTS CONSERVES

L'entreprise a à sa charge la protection des ouvrages existants conservés, pouvant être impactés par les travaux tous corps d'états.

Cela concerne les ouvrages situés dans l'amphithéâtre ainsi que les cheminements d'accès au chantier depuis l'extérieur (cheminements verticaux et horizontaux).

L'entreprise devra prévoir la mise en place d'une protection en dur sur le sol (panneau de contreplaqué) et d'un film polyane avant curage.

4.18 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER

L'Entrepreneur titulaire du présent lot prévoit toutes dispositions de repliement du matériel qu'elle aura installé aussi bien en ce qui concerne les aménagements réglementaires que ceux propres à l'installation du chantier, inclus toutes sujétions de nettoyage, protections, etc.

5 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE DESAMANTAGE

Suivant le rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation des travaux dans un immeuble bâti (société SOCOTEC, rapport n°2505CIDPOBI3520000001217 en date du 30/05/2025), les matériaux et produits contenant de l'amiante sont :

- Plots de colle en sous-face des panneaux de faux-plafond.
- Panneaux en staff (plâtre + filasse) de la gaine située dans le plénum.

5.1 RETRAIT DES MATERIAUX

Le retrait comprend l'ensemble des matériaux amiantés identifiés dans le diagnostic amiante y compris toutes les déposes d'ouvrages ou matériaux liés, indissociables, gênant leur dépose.

Le mode opératoire sera conforme à la réglementation en vigueur. L'entreprise devra tous les contrôles réglementaires.

L'entreprise devra préciser à son offre les moyens et la méthodologie du retrait, les contrôles et analyses prévus, les méthodologies envisagées pour réduire les niveaux d'empoussièrement, les mesures de protection collectives et individuelles.

5.2 NETTOYAGE, EVACUATION DES DECHETS

Les zones d'intervention seront nettoyées avant toutes inspections et mesures, en fin de travaux.

L'entreprise réalisera deux inspections visuelles en présence du Coordonnateur SPS, du Maître d'œuvre et du Maître d'ouvrage.

Une première inspection de la zone sera effectuée avant dépose du confinement, et suivie d'une mesure d'empoussièrement (mesure à la charge de l'entreprise). Une seconde après dépose du confinement.

Le Maître d'Ouvrage devra être prévenu 1 semaine avant les 2 examens visuels.

Après déconfinement, l'entreprise devra la réalisation de mesures d'empoussièrement de fin de chantier par zone. En cas de dépassement des seuils, l'entreprise devra toutes les mesures correctives.

Le rapport de fin de travaux sera remis avant la réception des travaux. **Un schéma SOGED sera à fournir par l'entreprise.**

Le stockage puis l'évacuation des déchets contenant des fibres d'amiante seront réalisés par l'entreprise.

L'entrepreneur devra installer une zone de stockage des déchets amiantés, correctement balisée, clôturée et couverte. Ils devront être isolés des autres déchets et être stockés à l'abri et non pas à l'air libre plus d'une journée (stockage de nuit interdit) et devront être évacués systématiquement lorsque la quantité correspondant à un transport sera atteinte.

L'entrepreneur a à sa charge l'ensachage des déchets (sous double enveloppe), l'étiquetage, le transport jusqu'au centre d'enfouissement ou de destruction, le pesage avant le chargement, le chargement et le déchargement des déchets.

Les déchets ne pourront être éliminés qu'en centre d'enfouissement technique le plus proche, dûment autorisé au titre de la législation sur les installations classées (CET de classe I, II ou III spécifique).

Les taxes de décharge et de remisage des déchets sont à la charge de l'entrepreneur qui tiendra à jour les bordereaux de suivi des déchets visés par le responsable de la décharge (BSDA).

Ces bordereaux seront remis au Maître d'Ouvrage après exécution.

Nota, concernant le plomb : suivant le rapport de mission de repérage du plomb avant travaux dans un immeuble bâti (société SOCOTEC, rapport n°2505CIDPOBI3520000001217 en date du 30/05/2025), aucune mesure positive n'a été relevée.

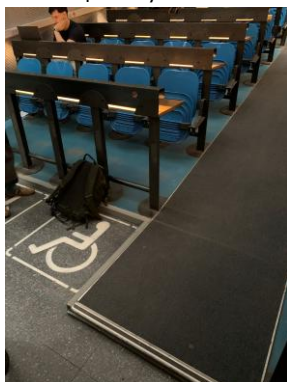
6 DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CURAGE

Les travaux comprennent le curage intérieur complet de l'amphithéâtre, conformément aux plans de dépose de l'architecte.

6.1 REVETEMENTS DE SOLS, FAUX-PLANCHER

Dépose des revêtements de sols souples, notamment moquette.

La structure du gradin, compris panneau bois support, est conservée (le revêtement de sol est déposé).



Dépose du faux-plancher au fond de l'amphithéâtre.

6.2 DOUBLAGES, HABILLAGES MURAUX

Dépose des doublages, habillages muraux en cassettes métalliques ainsi que les équipements techniques, l'isolant intégrés dans le doublage.

Dépose soignée des cassettes pour réemploi.

Stockage sur site pour récupération des cassettes, et évacuation des cassettes non réutilisées.



Dépose de contre-cloison, doublage, compris équipements techniques (système de pulsion d'air) située au fond de l'amphithéâtre.

6.3 FAUX-PLAFONDS, OSSATURES

Dépose des faux-plafonds (notamment les cassettes métalliques) compris rails, suspentes et tous équipements techniques intégrés dans le plafond.

Dépose soignée des cassettes pour réemploi.

Dépose de l'ossature non porteuse (non réutilisée) des anciens éléments verriers située sous verrière.

Grattage du flocage des structures existantes (structures rendues visibles) pour permettre l'habillage en plaques de plâtre et mise en peinture.



6.4 SIEGES

Dépose soignée des sièges en plastique. La structure des sièges (compris mécanisme existant) et les tables filantes sont conservées pour rénovation.



6.5 CLOISONS

Dépose des cloisons de l'entrée, compris tableaux et luminaire.



6.6 LUMINAIRES SUR TABLETTES

Dépose des luminaires sur tablettes (tablettes conservées et renovées).

6.7 EVACUATION EN CENTRE SPECIALISE, BENNES

Evacuation des ouvrages, matériaux non réutilisés en centre spécialisé. Stockage soigné et protection des ouvrages, matériaux réemployer.

Les ouvrages destinés à être réemployés (notamment les cassettes métalliques perforées), seront déposés avec soin, nettoyés et entreposés à l'abri des intempéries par le présent lot, à l'endroit indiqué par le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre.

L'évacuation des cassettes non réutilisées est à la charge du présent lot.

Est à la charge du présent lot, la mise en place de bennes pour l'évacuation des déchets, gravats, gravois.

Cela comprend également l'évacuation des gravats stockés sur site.

Localisation des bennes avec méthodologie de chantier, à définir en accord avec le Maître d'œuvre et le Maître d'ouvrage, suivant un plan d'installation.

La demande d'autorisation de voirie, y compris les frais, liée à la mise en place et l'évacuation des bennes sont à la charge de l'entreprise.

6.8 TRAVAUX DIVERS – PERCEMENTS

Des percements sont à prévoir dans la structure, compris calfeutrements par le présent lot, pour permettre le passage des réseaux de ventilation.

Diamètre suivant indications des plans des corps d'états techniques.